Document généré le 12 juil. 2025 03:50

Cahiers de géographie du Québec

Klein, Juan-Luis et Laurin, Suzanne (1998) *L'éducation géographique. Formation du citoyen et conscience territoriale.* Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec (Coll. « Géographie contemporaine »), 233 p. (ISBN 2-7605-0956-7)

Claude Manzagol

Volume 42, numéro 117, 1998

URI : https://id.erudit.org/iderudit/022780ar
DOI : https://doi.org/10.7202/022780ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)
1708-8968 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Manzagol, C. (1998). Compte rendu de [Klein, Juan-Luis et Laurin, Suzanne (1998) *L'éducation géographique. Formation du citoyen et conscience territoriale.* Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec (Coll. « Géographie contemporaine »), 233 p. (ISBN 2-7605-0956-7)]. *Cahiers de géographie du Québec*, *42*(117), 482–484. https://doi.org/10.7202/022780ar

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1998

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Même si la diversité des statuts politiques et l'intensité des revendications locales nous rappellent que l'organisation demeure inachevée et que la cohésion de l'ensemble n'est pas encore assurée, il apparaît indéniable qu'un modèle particulier à l'outre-mer s'est ébauché peu à peu au fil des dernières décennies. Reconnaître cette situation est un premier pas, l'analyse ne fait que commencer. Comme le disent les auteurs eux-mêmes en conclusion, « cet ouvrage marque une étape dans la réflexion sur les espaces ultramarins. Certaines thématiques n'ont été qu'ébauchées... La réflexion scientifique n'est pas achevée ». Plusieurs autres publications récentes en témoignent[3-4].

Christian Bouchard
Département de géographie
Université Laval

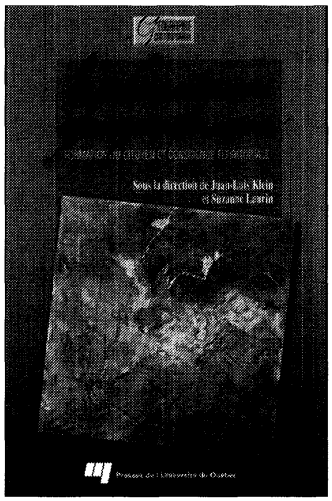
1 Voir aussi : VIGNERON, E., CHARDON, J.-P., LEFÈVRE, D. et BOUGÈRE, J. (1992) *La France du lointain : DOM, TOM, collectivités territoriales*. Paris, La Documentation Française (Coll. « Dossier »), 7012, 19 fiches.

2 Entre autres, le centre spatial de Kourou et les problèmes d'immigration en Guyane, le Centre d'expérimentations du Pacifique et le lagon de Bora-Bora en Polynésie française, le nickel, les Caldoches et les Canaques en Nouvelle-Calédonie, le traditionalisme à Wallis-et-Futuna, la pêche et sa crise à Saint-Pierre-et-Miquelon, le tourisme, les bananes, le sucre et la créolité en Guadeloupe et en Martinique, le délicat problème du statut politique à Mayotte, le volcanisme, la multiethnicité et les problèmes sociaux à la Réunion, le rôle géostratégique des îles éparses de l'océan Indien, la zone économique exclusive de l'îlot de Clipperton, la pêche et les expéditions scientifiques dans les îles australes et la station Dumont D'Urville en Terre Adélie.

3 Jean-Michel Jauze : « L'urbanisation de l'île de la Réunion : évolution et modèles de villes » et Michel Desse : « Les nouvelles formes de polarisation urbaine en Guadeloupe, Martinique et Réunion ». *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 42, n° 116, sept. 1998.

4 Revue *Mappemonde*, Numéro spécial sur les Outre-mers. (À paraître, début 1999).

KLEIN, Juan-Luis et LAURIN, Suzanne (1998) *L'éducatio n géographique. Formation du citoyen et conscience territoriale*. Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec (Coll. « Géographie contemporaine »), 233 p. (ISBN 2-7605-0956-7)



La géographie n'est pas populaire parce qu'elle l'est trop; c'est une autre façon de formuler le paradoxe de Hegel : « Le bien connu, précisément parce qu'il est bien connu, n'est pas connu ». On ne le sait guère, mais la géographie sert à bien des choses — oui certes, à faire la guerre, mais aussi entre autres usages — et de plus en plus — à faire du marketing. Et il est bien regrettable qu'on ne s'en serve pas — ou si peu — pour faire des citoyens. C'est ce que constatent J.-L. Klein et S. Laurin : « la géographie est enseignée sans discours territorial

explicite (p. 2) » comme si « la géographie québécoise n'avait pas travaillé à construire sa propre représentation territoriale ». On ne saurait mieux dire la responsabilité de l'ensemble de la corporation des géographes, à commencer par les universitaires. Le constat est aussi étrange que regrettable au Québec où la question nationale revêt une telle acuité et où les enjeux territoriaux — séparation, partition, contentieux autochtone — sont si présents. Ainsi, le livre récent *L'espace québécois*[1] — l'espace, thème fétiche entre tous — ne comporte pas la moindre contribution de géographe, autre indice que « le discours géographique n'est pas socialement reconnu » et ne contribue pas à « l'affirmation d'une conscience territoriale ». N'est-il pas temps d'avoir un véritable projet éducatif?

Disons-le d'emblée, la solide argumentation aurait gagné en force si l'on avait présenté d'entrée de jeu l'inventaire de trente années de géographie scolaire qui ne vient qu'au dernier chapitre. Le procès qu'instruit Suzanne Laurin est en effet particulièrement décapant, et son diagnostic ne surprendra guère tous ceux qui ont feuilleté les manuels du secondaire avec lesquels les élèves sont censés étudier la géographie : en réalité, un regrettable brouet d'insipides inventaires, de catalogues de ressources naturelles, de villes et de régions administratives. Pauvres collègues contraints d'enseigner avec ce matériel, pauvres auteurs amenés à les rédiger dans le respect des directives ministérielles! Car la géographie a été passée à la moulinette de la pédagogie officielle qui décrète des objectifs à atteindre, « intermédiaires » ou « terminaux »! C'est le triomphe de la procédure sur la substance, de la norme sur la vie. Cette géographie désincarnée est « ennuyeuse », « manque de caractère ». Les pédagogues en chambre ne désarment pas : la formation des enseignants est contrôlée par les facultés de l'éducation. Le *comment* supplante le *quoi*; et les géographes universitaires, tout occupés à leurs recherches pointues, n'ont guère bataillé pour une géographie vivante, propre à façonner l'intelligence des futurs citoyens.

Le brûlot allumé, le livre va à l'essentiel et propose de l'information propre à nourrir la conscience territoriale. La structuration des territoires renvoie à une géohistoire et il faut apprendre aux élèves le raisonnement critique, dans une perspective spatiotemporelle, sur les problèmes de l'utilisation de l'espace par les sociétés qui y inscrivent leurs territoires (S. Laurin). Les territoires du quotidien sont entraînés dans le tourbillon du système-monde qui écartèle l'état-nation (J.L. Klein). L'environnement des sociétés ne peut se comprendre hors d'une vision globale du géo-système planétaire (M. Bouchard, E. Govare). Les changements climatiques invitent à un questionnement sur notre perception des faits naturels (A. Ceciu). La prolifération des données et la magie de l'ordinateur magnifient l'information géographique et la carte, conférant à la géographie un formidable pouvoir de représentation et au géographe un devoir de critique (J. Carrière, S. Molé, Y. Roche, B. St-Onge). Enfin, la relecture des auteurs anciens confirme le rôle premier du professeur (J. Schroeder).

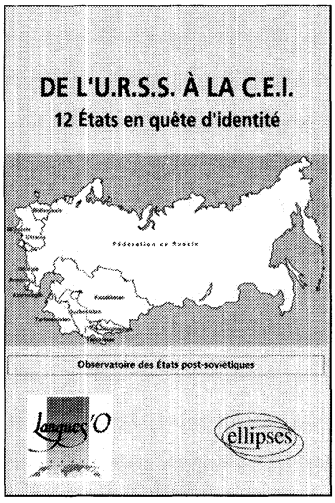
Chacun de ces chapitres est porteur, au-delà de l'objet d'étude, de propositions géographiques pour un programme « d'éducation géographique à la conscience territoriale ». Ce n'est pas un projet clos, il est ouvert à la discussion; présenté par les collègues de l'UQAM, il rejoint les préoccupations d'une majorité d'enseignants de tous horizons. À cette discussion sont convoqués les professeurs de géographie

des divers cycles — mais au-delà, c'est toute la société qui est concernée. Le territoire : quels rapports avec le sol, la langue, l'ethnie? Questions de citoyen.

Claude Manzagol
Département de géographie
Université de Montréal

1 GAGNON, A.-G. (1995) *L'espace québécois*. Montréal, Québec/Amérique, 304 p.

LANGUES'O (1997) *De l'U.R.S.S. à la C.E.I. 12 États en quête d'identité*. Paris, Ellipses, 208 p. (ISBN 2-7298-5769-9)



Le 8 décembre 1991, près de Minsk, Boris Eltsine, Léonid Kravtchouk et Stanislav Chouchkevitch, respectivement présidents de Russie, d'Ukraine et de Biélorussie (Belarus), constatent que « l'U.R.S.S., en tant que sujet de droit international et réalité géopolitique, a cessé d'exister ». Plusieurs spécialistes éminents avaient depuis longtemps prévu le démantèlement de cette fédération eurasiatique, considérée comme un « géant aux pieds d'argile », au premier chef l'académicienne Hélène Carrère d'Encausse, dans son ouvrage intitulé *L'empire éclaté. La révolte des nations en U.R.S.S.* (Flammarion, 1978). L'Union des républiques socialistes soviétiques a aussitôt été remplacée par une nouvelle structure, la Communauté des États indépendants. Plusieurs années après la création de la C.E.I., son cadre demeure encore mal défini et les pays membres sont confrontés à des enjeux identitaires, pour paraphraser le sous-titre de cet intéressant ouvrage rédigé sous le signe de la multidisciplinarité : histoire, géographie, sociologie, ethnologie, économie politique, etc. Une quinzaine d'auteurs ont apporté leur contribution; la coordination a été assurée par le professeur Jean Radvanyi.

En premier lieu, cette publication collective présente un historique et explique le fonctionnement de la C.E.I. Ensuite, chaque État membre est analysé selon une grille de lecture originale. Les douze pays sont répartis en trois régions : les marges occidentales, le Caucase et l'Asie centrale. Quatre sujets de recherche structurent l'ensemble de l'ouvrage : la définition de l'identité nationale, la mise en place de nouveaux modèles politiques, les transformations des mécanismes et des structures économiques, ainsi que l'établissement de relations extérieures et l'émergence de stratégies diplomatiques et commerciales. Chaque chapitre débute par une présentation de repères géographiques, démographiques, économiques et politiques du pays étudié et se termine par une section prospective (« tendances et